

ACTUALITÉ BRÉSIL

pour vérifier que tout se déroule conformément et un contrôle est réalisé annuellement. Enfin, en ce qui concerne le respect du cahier des charges et des obligations, les entreprises sont soumises à des visites de contrôle. Contrôles annuels, ségrégation et traçabilité des bois obligatoires... sont autant de garanties qui devraient rassurer les acheteurs sur la qualité et le sérieux du Cerflor.

Qu'attendez-vous de cette reconnaissance mutuelle entre le PEFC et le Cerflor ?

A ce jour, un bureau d'audit, le BVQI, est accrédité pour délivrer des certificats Cerflor. Trois forêts seulement, des plantations, sont certifiées et une entreprise a entamé le processus de certification de sa chaîne de traçabilité. La reconnaissance du PEFC devrait permettre à notre certificat national de croître. Le Cerflor devrait ainsi acquérir une crédibilité internationale et une visibilité qui lui font encore défaut. Je pense que cette union nous ouvrira un

espace plus grand sur le marché de la certification forestière au Brésil, dont le monopole est détenu par le FSC. Grâce à l'émergence d'un nouveau certificat et à la reconnaissance mutuelle PEFC / Cerflor, la concurrence va pouvoir s'exercer. C'est le marché qui décidera du sort du Cerflor.

Nous sommes cependant sûrs que le Cerflor rattrapera vite son retard. Et dépassera probablement son concurrent direct ! ■

Jérôme Da Silva

**L'Inmetro est l'équivalent français du Cofrac*



BOIS *mag*

L'actualité
des professionnels du bois

INDUSTRIES DE 1^{ÈRE} & 2^{ÈME} TRANSFORMATIONS, NÉGOCE, CONSTRUCTION, ARTISANAT



La commande
publique,
une chance
pour le bois ?

Actualité
Main-d'œuvre
qualifiée, la pénurie !

Le chêne,
une nouvelle
jeunesse



CERFLOR / PEFC : dernière ligne droite avant reconnaissance mutuelle

Au sein de l'Institut national de métrologie normalisation et qualité industrielle (Inmetro), Cláudio Jorge Martins de Souza est chargé du projet d'affiliation du Programme de certification forestière brésilien (Cerflor) au certificat international PEFC. Une reconnaissance mutuelle qui devrait se concrétiser au deuxième semestre 2005.



Cláudio Jorge Martins de Souza

Tout d'abord, qu'est-ce que le Cerflor ?

Le Cerflor est un programme brésilien de certification forestière né d'une démarche volontaire des industriels qui voulaient créer un certificat de qualité pour les forêts et les produits forestiers. Lancée très tôt au début des années 1990, l'initiative a mis dix ans avant d'aboutir. D'abord pensé pour les plantations de pins et d'eucalyptus, une forêt native, des sciages, des meubles peuvent dorénavant demander et obtenir sous certaines conditions strictes le certificat Cerflor.

Quel rôle joue l'Inmetro dans ce processus ?

L'Inmetro est depuis trois-quatre ans fortement impliqué dans la mise en place du système de certification forestière. Bien que le Cerflor soit une initiative de la filière, nous avons participé à l'élaboration des critères additionnels à l'ISO 14001 pour que la certification puisse être appliquée aux forêts et aux produits qui en sont issus. En 2001, nous avons accrédité les normes élaborées main dans la main par l'Association brésilienne de normes techniques et l'association SBS (Société brésilienne de sylviculture). En 2002, le certificat était lancé et à la fin de la même année nous avons

affilié le Cerflor au PEFC, lors de sa 6^{ème} assemblée générale à Luxembourg.

L'Inmetro s'est alors chargé de régler les détails pour conclure la reconnaissance du programme Cerflor par son homologue européen.

Cela fait bientôt deux ans. A quand cette conclusion ?

Aujourd'hui nous sommes dans la dernière ligne droite. Nous préparons le document définitif, l'"Application Form", que nous devons transmettre en novembre au conseil du PEFC. Ce qui devrait être une formalité. Nous espérons qu'au deuxième semestre 2005, la reconnaissance mutuelle des deux certificats sera une réalité.

Quels ont été les principaux obstacles rencontrés lors de cette démarche ?

En réalité, techniquement nous n'avons revu que très peu de points. Par exemple, notre système ne prévoyait pas de rendre publics les audits. Pour se conformer aux exigences du PEFC, nous avons donc modifié notre schéma et lui avons insufflé plus de transparence. Les vrais problèmes étaient ailleurs. Il y a d'abord la question financière. C'est une initiative qui coûte cher et nous ressentons aussi un manque de moyens humains. Nous ne sommes que deux à suivre ce dossier. Et puis, il y a eu un frein d'ordre plus politique. Contrairement au précédent qui soutenait clairement le Cerflor, le gouvernement actuel s'est un peu désengagé du programme depuis l'alternance politique. Certains membres du ministère de l'Environnement en place sont d'ailleurs connus pour s'être prononcés en faveur du FSC, le certificat concurrent.

Que répondez-vous à ceux qui déignent le Cerflor ?

Pour commencer, je dirais que le programme Cerflor est basé sur les principes du

sommet de Tarapoto qui définit ce que doit être la gestion durable des forêts sur le continent sud-américain. Ces principes poursuivent les objectifs fixés lors du Sommet de Rio de 1992 et suivent directement ses recommandations. Le Cerflor ne fait que les reprendre : "respect des législations", "usage rationalisé des ressources forestières à court et long terme et en vue de la gestion durable des forêts et de leur préservation", "zèle pour la biodiversité", "respect des eaux, du sol et des terres" et "développement environnemental, économique et social des régions forestières". Ces cinq principes qu'accompagnent plusieurs critères et indicateurs, ne se distinguent pas radicalement de ceux du FSC, seul label forestier dans notre pays. Il y a bien quelques différences mais elles ne sont pas fondamentales. Même si l'attitude de nos concurrents évolue, la reconnaissance mutuelle entre le FSC et le Cerflor n'est pas encore d'actualité.

Le FSC bénéficie de la caution d'ONG écologistes super médiatisées. Quels sont les gages de crédibilité du Cerflor ?

Premièrement, l'Inmetro jouit d'une reconnaissance internationale indiscutable, comme celle de l'IAF (International Accreditation Forum) pour ne citer qu'un organisme d'accréditation mondialement connu. Ce qui renforce la crédibilité du Cerflor. Autre gage : la structure du Cerflor se compose de quatre collèges représentant les pouvoirs publics, la filière, les ONG, les syndicats, les consommateurs et des experts. Une représentativité qui là aussi garantit les droits de toutes les parties et un contrôle de la société civile.

Concernant la certification forestière, l'Inmetro, qui accrédite les bureaux d'audit, s'assure de leur impartialité et de leur probité. Pour cela, un représentant accompagne les auditeurs lors du premier audit